

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de cette loi, sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.12.1 de cette loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, permettre ou tolérer d'être affecté par une entente conclue entre un tiers et un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou un organisme public fédéral;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Brossard soit autorisée à conclure avec le gouvernement du Canada un acte de servitude relatif au lot 5 701 948 du cadastre du Québec, circonscription foncière de La Prairie, appartenant à la Ville de Brossard, lequel sera substantiellement conforme au projet d'acte de servitude joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE la Ville de Brossard soit autorisée à permettre ou à tolérer d'être affectée par l'entente de partenariat conclue entre le gouvernement du Canada et le partenaire privé, aux fins de réaliser le projet de corridor du nouveau pont pour le Saint-Laurent, laquelle est reliée à l'acte de servitude visé au premier alinéa du dispositif du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63762

Gouvernement du Québec

Décret 770-2015, 2 septembre 2015

CONCERNANT une autorisation à la Ville de New Richmond de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour la présentation des arts

ATTENDU QUE la Ville de New Richmond a l'intention de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du programme Fonds du Canada pour la présentation des arts, afin de soutenir sa programmation culturelle pour 2015-2016 et 2016-2017;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de New Richmond est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de New Richmond soit autorisée à conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du programme Fonds du Canada pour la présentation des arts, afin de soutenir sa programmation culturelle pour 2015-2016 et 2016-2017, lequel sera substantiellement conforme au texte du projet d'accord joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63763

Gouvernement du Québec

Décret 771-2015, 2 septembre 2015

CONCERNANT une autorisation à l'Association récréative de Pont-Rouge inc. de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine

ATTENDU QUE l'Association récréative de Pont-Rouge inc. a l'intention de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine, afin de réaliser le projet intitulé Vacances en spectacles 2015;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE l'Association récréative de Pont-Rouge inc. est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE l'Association récréative de Pont-Rouge inc. soit autorisée à conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine, afin de réaliser le projet intitulé Vacances en spectacles 2015, lequel sera substantiellement conforme au texte du projet d'accord joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63764

Gouvernement du Québec

Décret 772-2015, 2 septembre 2015

CONCERNANT l'autorisation de conclure l'Entente visant l'application des droits et obligations de l'Entente intermunicipale des Grandes-Seigneuries concernant l'entraide mutuelle en cas d'incendie et d'intervention d'urgence au Conseil Mohawk de Kahnawà:ke

ATTENDU QUE le Conseil Mohawk de Kahnawà:ke a l'intention de conclure avec la Ville de Candiac, la Ville de Châteauguay, la Ville de La Prairie, la Municipalité de Lacolle, la Ville de Mercier, la Municipalité de Napierville, la Municipalité de paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, la Ville de Saint-Constant, la Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville, la Ville de Sainte-Catherine, la Municipalité de Sainte-Clotilde, la Municipalité de Saint-Édouard, la Paroisse de Saint-Isidore, la Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur, la Municipalité de Saint-Michel, la Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington, la Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, la Municipalité de Saint-Philippe et la Ville de Saint-Rémi l'Entente visant l'application des droits et obligations de l'Entente intermunicipale des Grandes-Seigneuries concernant l'entraide mutuelle en cas d'incendie et d'intervention d'urgence au Conseil Mohawk de Kahnawà:ke;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Candiac, la Ville de Châteauguay, la Ville de La Prairie, la Municipalité de Lacolle, la Ville de Mercier, la Municipalité de Napierville, la Municipalité de paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, la Ville de Saint-Constant, la Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville, la Ville de Sainte-Catherine, la Municipalité de Sainte-Clotilde, la Municipalité de Saint-Édouard, la Paroisse de Saint-Isidore, la Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur, la Municipalité de Saint-Michel, la Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington, la Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, la Municipalité de Saint-Philippe et la Ville de Saint-Rémi sont des organismes municipaux au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE le Conseil Mohawk de Kahnawà:ke est un organisme public fédéral au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Candiac, la Ville de Châteauguay, la Ville de La Prairie, la Municipalité de Lacolle, la Ville de Mercier, la Municipalité de Napierville, la Municipalité de paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, la Ville de Saint-Constant, la Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville, la Ville de Sainte-Catherine, la Municipalité de Sainte-Clotilde, la Municipalité de Saint-Édouard, la Paroisse de Saint-Isidore, la Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur, la Municipalité de Saint-Michel, la Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington, la Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, la Municipalité de Saint-Philippe et la Ville de Saint-Rémi soient autorisées à conclure l'Entente visant l'application des droits et obligations de l'Entente intermunicipale des Grandes-Seigneuries concernant l'entraide mutuelle en cas d'incendie et d'intervention d'urgence au Conseil Mohawk de Kahnawà:ke, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63765